

Définir un bien-être écologiquement viable

Ce dont nous avons (vraiment) besoin

Le Monde Diplomatique - Razmig Keucheyan - janvier 2018

Le génie du capitalisme d'après-guerre aura consisté à réorienter la volonté de changement vers l'insatiable désir de consommer. Ce modèle trouve à présent sa limite dans l'épuisement des ressources naturelles. Pour imaginer un mode de vie à la fois satisfaisant et durable, récuser l'empire de la marchandise ne suffit pas. Il faut d'abord réfléchir à ce qui nous est indispensable.

La transition écologique suppose de faire des choix de consommation. Mais sur quelle base ? Comment distinguer les besoins légitimes, qui pourront être satisfaits dans la société future, des besoins égoïstes et déraisonnables, qu'il faudra renoncer à assouvir ? C'est la question qu'aborde le *Manifeste négaWatt*, l'un des ouvrages d'écologie politique les plus stimulants parus récemment, rédigé par des spécialistes de l'énergie (1). Un négawatt, c'est une unité d'énergie économisée — « néga » pour négatif. Grâce aux énergies renouvelables, à l'isolation du bâti ou au raccourcissement des circuits économiques, il est possible, selon les auteurs, de mettre sur pied un système économique qui soit écologiquement viable à l'échelle d'un pays, et même au-delà. À technologie constante, notre société renferme d'importants « gisements de négawatts ».

Le consumérisme ambiant ne saurait perdurer, car il accroît en permanence les flux de matières premières et la consommation d'énergie. Ses effets aliénants sur les personnes ne sont de surcroît plus à démontrer. Une société « négawatt » est une société de la sobriété où des possibilités de consommation sont délibérément écartées car considérées comme néfastes.

Mais sur quels critères ?

Pour répondre à cette question, les auteurs du manifeste distinguent les besoins humains authentiques, légitimes, qu'il faudra donc continuer à satisfaire, et les besoins artificiels, illégitimes, dont il faudra se défaire. Le premier groupe comprend ceux qu'ils qualifient de « vitaux », « essentiels », « indispensables », « utiles » et « convenables ». Le second, ceux qu'ils jugent « accessoires », « futiles », « extravagants », « inacceptables », « égoïstes ».

Dès lors, deux problèmes apparaissent. D'abord, comment définir un besoin « essentiel » ? Qu'est-ce qui le distingue d'un besoin « accessoire » ou « inacceptable » ? Et ensuite, qui décide ? Quels mécanismes ou institutions

conféreront une légitimité au choix de satisfaire tel besoin plutôt que tel autre ? Le *Manifeste négaWatt* ne dit rien à ce propos.

Pour répondre à ces questions, il est bon de se tourner vers deux penseurs critiques et pionniers de l'écologie politique, André Gorz et Agnes Heller. Dans les années 1960 et 1970, ils ont développé une théorie des besoins sophistiquée qui est d'une grande actualité (2). L'un comme l'autre ont abordé ces questions à partir d'une réflexion sur l'aliénation, laquelle peut se mesurer à l'aune de besoins authentiques. En effet, on est aliéné par rapport à un état idéal auquel on cherche à revenir, ou que l'on cherche à atteindre enfin. La notion désigne le processus par lequel le capitalisme suscite des besoins artificiels qui nous éloignent de cet état. En plus d'être aliénants, la plupart de ces besoins sont écologiquement irréalistes.

Une tâche brûlante de notre temps

Qu'est-ce qu'un besoin « authentique » ? On pense bien sûr aux exigences dont dépendent la survie ou le bien-être de l'organisme : manger, boire ou se protéger du froid, par exemple. Dans les pays du Sud, et même du Nord, certains de ces besoins élémentaires ne sont pas satisfaits. D'autres, qui l'étaient autrefois, le sont de moins en moins. Jusqu'à récemment, respirer un air non pollué allait de soi ; c'est devenu difficile dans les mégapoles contemporaines. Il en va de même pour le sommeil. Aujourd'hui, la pollution lumineuse rend l'endormissement difficile pour nombre de personnes, l'omniprésence de la lumière dans les villes retardant la synthèse de la mélatonine (surnommée « hormone du sommeil »). Dans certains pays, la lutte contre la pollution lumineuse a suscité l'émergence de mouvements sociaux revendiquant un « droit à l'obscurité » et appelant à la création de « parcs aux étoiles » non pollués par la lumière artificielle (3).

L'exemple de la pollution sonore parle également à nombre de citoyens. On consacre des volumes croissants d'argent à l'isolation des logements, afin de satisfaire un besoin — le silence — autrefois gratuit. Ces dépenses nouvelles sont susceptibles de peser à la baisse sur le taux de profit, mais elles offrent simultanément des sources d'enrichissement, par exemple pour les entreprises spécialisées dans l'insonorisation.

Tous les besoins « authentiques » ne sont pas d'ordre biologique. Aimer et être aimé, se cultiver, faire preuve d'autonomie et de créativité manuelle et intellectuelle, prendre part à la vie de la cité, contempler la nature... sur le plan physiologique, on peut certainement faire sans. Mais ces besoins sont consubstantiels à la définition d'une vie humaine digne d'être vécue. André Gorz les appelle « *besoins qualitatifs* » ; Agnes Heller, « *besoins radicaux* ».

Les besoins qualitatifs ou radicaux reposent sur un paradoxe. En même temps qu'il exploite et aliène, le capitalisme génère à la longue un certain bien-être matériel pour des secteurs importants de la population. Il libère de ce fait les individus de l'obligation de lutter au quotidien pour assurer leur

survie. De nouvelles aspirations, qualitatives, prennent alors de l'importance. Mais, à mesure qu'il monte en puissance, le capitalisme empêche leur pleine réalisation. La division du travail enferme l'individu dans des fonctions et des compétences étroites tout au long de sa vie, lui interdisant de développer librement la gamme des facultés humaines. De même, le consumérisme ensevelit les besoins authentiques sous des besoins factices. L'achat d'une marchandise satisfait rarement un vrai manque. Il procure une satisfaction momentanée ; puis le désir que la marchandise avait elle-même créé se redéploie vers une autre vitrine.

Constitutifs de notre être, les besoins authentiques ne peuvent trouver leur satisfaction dans le régime économique actuel. C'est pourquoi ils sont le ferment de bien des mouvements d'émancipation. « *Le besoin est révolutionnaire en germe* », dit André Gorz (4). La quête de son assouvissement conduit tôt ou tard les individus à soumettre le système à la critique.

Les besoins qualitatifs évoluent historiquement. Voyager, par exemple, permet à l'individu de se cultiver et de s'ouvrir à l'altérité. Jusqu'au milieu du XXe siècle, seules les élites voyageaient. Désormais, la pratique se démocratise. On pourrait définir le progrès social par l'apparition de besoins toujours plus enrichissants et sophistiqués, et accessibles au plus grand nombre.

Mais des aspects néfastes apparaissent parfois en cours de route. Si le transport en avion proposé par les compagnies à bas coût contribue à rendre le voyage accessible aux classes populaires, il émet aussi une énorme quantité de gaz à effet de serre, et il détruit les équilibres des zones où les touristes se rendent en masse pour voir... d'autres touristes en train de regarder ce qu'il y a à voir. Voyager est devenu un besoin authentique ; il faudra pourtant inventer de nouvelles façons de se déplacer, adaptées au monde de demain.

Si le progrès social induit parfois des effets pervers, des besoins à l'origine néfastes peuvent, à l'inverse, devenir viables avec le temps. Aujourd'hui, la possession d'un smartphone relève d'un besoin égoïste. Ces téléphones contiennent des « minerais de sang » — tungstène, tantale, étain et or notamment —, dont l'extraction occasionne des conflits armés et des pollutions graves. Ce n'est pourtant pas l'appareil lui-même qui est en question. Si un smartphone « équitable » voit le jour — le Fairphone semble en être une préfiguration (5) —, il n'y a pas de raison que cet objet soit banni des sociétés futures. D'autant plus qu'il a donné lieu à des formes de sociabilité nouvelles, à travers l'accès continu aux réseaux sociaux ou grâce à l'appareil photographique qu'il intègre. Qu'il encourage le narcissisme ou génère des névroses chez ses utilisateurs n'est sans doute pas inévitable. En ce sens, on ne peut exclure que le smartphone, à travers certains de ses usages, se transforme progressivement en besoin qualitatif, comme le voyage avant lui.

Selon André Gorz, la société capitaliste a pour devise : « Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as “mieux” que les autres (6). » On peut lui opposer une devise écologiste : « Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d’être produit ce qui ne privilégie ni n’abaisse personne. » Aux yeux de Gorz, un besoin qualitatif a ceci de particulier qu’il ne donne pas prise à la « distinction ».

En régime capitaliste, la consommation revêt en effet une dimension ostentatoire. Acheter le dernier modèle de voiture revient à exhiber un statut social (réel ou supposé). Un beau jour, cependant, ce modèle passe de mode et son pouvoir distinctif s’effondre, provoquant le besoin d’un autre achat. Cette fuite en avant inhérente à l’économie de marché contraint les entreprises qui se concurrencent à produire des marchandises toujours nouvelles.

Comment rompre avec cette logique de distinction productiviste ? Par exemple, en allongeant la durée de vie des objets. Une pétition lancée par Les Amis de la Terre exige que l’on fasse passer la garantie des marchandises de deux ans — une obligation inscrite dans le droit européen — à dix ans (7). Plus de 80 % des objets sous garantie sont réparés ; or ce pourcentage tombe à moins de 40 % une fois l’échéance passée. Moralité : plus la garantie est longue, plus les objets durent ; et plus la quantité de marchandises vendues et donc produites diminue, limitant par la même occasion les logiques de distinction, qui reposent souvent sur l’effet de nouveauté. La garantie, c’est la lutte des classes appliquée à la durée de vie des objets.

Qui détermine le caractère légitime ou non d’un besoin ? Un risque apparaît ici, qu’Agnes Heller appelle la « *dictature sur les besoins* (8) », comme celle qui prévalut en URSS. Si une bureaucratie d’experts autoproclamés décide de ce que sont les besoins « authentiques », et par conséquent les choix de production et de consommation, ceux-ci ont peu de chances d’être judicieux et légitimes. Pour que la population accepte la transition écologique, il faut que les décisions qui la sous-tendent emportent l’adhésion. Établir une liste de besoins authentiques n’a rien d’évident et suppose une délibération collective continue. Il s’agit donc de mettre en place un mécanisme qui vienne d’en bas, d’où émane démocratiquement une identification des besoins raisonnables.

Difficile d’imaginer ce que pourrait être un tel mécanisme. En esquisser les contours constitue une tâche brûlante de notre temps, dont dépend la construction d’une société juste et viable. La puissance publique a certainement un rôle à jouer, par exemple en taxant les besoins futiles pour démocratiser les besoins authentiques, en régulant les choix des consommateurs. Mais encore faut-il convaincre de la futilité de nombreux besoins ; et, pour cela, il faut un dispositif situé au plus près des individus. Il s’agit d’extraire le consommateur de son tête-à-tête avec la marchandise et

de réorienter la *libido consumandi* vers d'autres désirs.

La transition écologique nous incite à fonder une démocratie directe, plus délibérative que représentative. L'adaptation des sociétés à la crise environnementale suppose de réorganiser de fond en comble la vie quotidienne des populations. Or cela ne se fera pas sans les mobiliser, sans s'appuyer sur leurs savoirs et leurs savoir-faire, et sans transformer dans un même mouvement les subjectivités consuméristes. C'est donc à une nouvelle « critique de la vie quotidienne » qu'il faut parvenir ; une critique élaborée collectivement.

Razmig Keucheyan

Professeur de sociologie. Auteur de *La nature est un champ de bataille*, Zones, Paris, 2014.